

COP21 : toutes et tous à Paris le 12 décembre

Pourquoi SUD se préoccupe d'écologie ?

Le réchauffement de la planète est constant : hausse des températures, baisse de la couverture des glaciers, élévation du niveau des mers et augmentation des gaz à effet de serre (GES). Les matières premières sont épuisables et pourtant surexploitées : charbon, pétrole, uranium, terres rares pour les smartphones !

C'est l'activité humaine qui est responsable de cette situation. Depuis quelques années, la hausse des températures est exponentielle, liée à la hausse de la productivité industrielle.

La société capitaliste n'a d'autre but que la production de richesses sans chercher à satisfaire les besoins sociaux. Ces modèles de vie menacent la planète et plus particulièrement les populations des zones polluées, inondables, arides. Ce sont ces populations les plus pauvres qui font les frais de ces choix destructeurs, les contraignant à des déplacements.

SUD est un syndicat qui lutte pour une transformation sociale. Sud défend l'intérêt des salarié-es et souhaite débattre des conséquences de l'activité des entreprises. Un autre monde plus juste et respectueux de l'environnement nous concerne tous et toutes. On se doit de laisser à nos enfants un monde plus « propre ».

La COP21 c'est quoi ?

En 1988, un premier sommet sur le climat alertait sur les évolutions du climat et les conséquences dramatiques qui pouvaient s'ensuivre. A partir de 1995, une "Conference of Parties" (COP), c'est-à-dire les Etats membres de l'ONU, se réunit chaque année en décembre afin de trouver un accord pour réduire les émissions de GES. Ces conférences se sont soldées par des échecs.

Les Etats du Nord, les plus industrialisés, poussés par les multinationales, refusent de remettre en cause la "croissance" et les revenus qui y sont liés. La 21^{ème} conférence qui se tiendra fin 2015 au Bour-

get risque de déboucher sur de faibles engagements, qui ne seront pas suffisants pour rester sous la barre des 2°C de réchauffement d'ici 2100, seuil au-delà duquel l'emballement climatique ne serait plus gérable.

D'autres choix sont possibles

Durant les 15 premiers jours de décembre, en même temps que se tiendra la COP21, nous nous mobiliserons pour montrer que nous voulons prendre en main notre destin et rompre avec la logique productiviste. La satisfaction des besoins sociaux, tant à l'échelle nationale que mondiale, doit nous guider vers le monde que nous souhaitons.

Le premier temps fort sera le week-end des 28-29 novembre, avec des marches mondiales et régionales pour le climat.

Tous à Paris les 11-12 décembre

Diverses initiatives se tiendront ensuite en Ile de France, dont le sommet citoyen pour le climat à Montreuil et des conférences thématiques et pédagogiques à la Zone Action Climat, au 104 à Paris. La fin de la COP sera l'occasion d'un grand rassemblement au Bourget et à Paris pour montrer que nous ne laisserons pas l'hypocrisie des Etats et des capitalistes continuer à diriger le monde. Cette action, le 12 décembre, en annoncera des dizaines d'autres au printemps 2016, partout dans le monde, contre les projets climaticides.

Calendrier

- 28-29 novembre
Marches à Paris, en France et dans le monde
- 4 décembre
Paris - Grand Palais : fausses solutions
- 5-6 décembre
Montreuil (93) : village mondial des alternatives, marché paysan
- 7 au 11 décembre
Paris, au 104 : Zone d'Action pour le Climat
- 11 décembre
RDV à Paris
- 12 décembre matin
Le Bourget : Lignes Rouges
- 12 décembre midi
Rassemblement pl. de la République

A Orange

Notre entreprise, comme beaucoup d'autres, pratique le «*greenwashing*» : elle verdit sa politique, tout en continuant d'encaisser les dividendes des revenus du secteur des télécommunications. Orange fait croire qu'elle se préoccupe des questions environnementales...tout en faisant des bénéfices sur des produits présentés comme respectueux de l'environnement.

Quelques exemples

Orange, depuis des d'années, ferme des sites et concentre le personnel dans les grandes villes. Cela oblige les salarié-es à des déplacements domicile-travail, mais aussi professionnels, de plus en plus longs. SUD revendique des sites répartis sur tout le territoire. En plus de lutter contre la désertification des campagnes, nous limiterons la fatigue et la pollution de l'air. C'est gagnant pour les salarié-es, c'est gagnant pour l'environnement.



SUD a interpellé la direction pour demander des bilans carbone, prenant en compte les bâtiments, mais aussi les trajets des personnels. Sur ce sujet le PDG S. Richard reconnaît le problème mais n'a pas pour autant inversé la politique de fermeture des sites.

Nous avons également demandé à la direction de prendre en compte les demandes des habitant-es, qui réclament, pour le réseau mobile, des antennes de plus faible puissance. Ce choix, certes plus coûteux, n'a pas été retenu.

Concernant les «*datacenters*», ces serveurs informatiques, SUD a demandé quelle information était faite vers les populations, en particulier sur les cuves de fuel de plusieurs milliers de litres, à proximité d'habitations dans certains cas, cuves rendues nécessaires si coupure EDF. La direction d'Orange ne nous a pas répondu...

Le chiffre d'affaires et la concurrence exacerbée

entre les opérateurs télécoms comptent plus que les éventuelles conséquences écologiques.

Orange pourrait contribuer à la lutte pour le climat

Cela n'empêche pas Orange d'être «*partenaire officiel de la COP21*» et de communiquer sur la fourniture de smartphones aux délégués, couverture mobile pour l'évènement, fibre optique, équipement en wifi des voitures officielles, etc. C'est caractéristique du «*greenwashing*», je communique mais je ne fais pas grand chose...

Pourtant, l'entreprise pourrait agir en incitant le personnel à utiliser davantage les moyens collectifs de transports, quand c'est possible. Pour cela, SUD réclame une prise en charge supérieure aux 50% de la loi pour les frais de déplacement du personnel.

Digitalisation et GES*

L'envoi d'un courrier électronique génère entre 9 et 20 g de CO₂ ! Ainsi, multipliée par des millions de courriels, la messagerie électronique engendre des tonnes de CO₂ ! De même, les centres hébergeurs de données, les fameux datacenters, représentaient 1,5% de la consommation électrique en 2012. Et ce, sans compter l'énergie nécessaire aux «*outils des nouvelles technologies*» que sont les ordinateurs, smartphones et tablettes. Sans oublier l'énergie et les terres rares pour la fabrication de ces outils, ainsi que l'énergie pour faire fonctionner les réseaux...

Il ne s'agit pas pour SUD de supprimer ces liens de communication ou de culpabiliser les utilisateurs, mais de faire prendre conscience que l'utilisation de ces outils n'est pas neutre du point de vue environnemental.

Notre propos, pour le secteur des télécoms, n'est pas de refuser le progrès mais de poser une question : est ce nécessaire d'être connecté-e en permanence et en tous lieux ? Réfléchir à cette question c'est déjà reprendre en main notre existence afin de ne pas laisser d'autres décider à notre place.

Pour SUD, il faut veiller à ne pas multiplier les réseaux, à garantir un droit à l'accès numérique, à réutiliser les smartphones obsolètes, afin d'économiser les matériaux nécessaires à leur fabrication. En somme, passer d'un usage marchand dicté par les équipementiers et les opérateurs à un usage social inspiré par les besoins de communications entre les humains.

*GES : Gaz à Effet de Serre